

LE MOT DU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE



« Chers camarades UNPOL ;

Ce mois-ci, nous vous emmenons à la découverte du secteur Est de la Centrafrique, vers le chef-lieu Bria et ses autres postes UNPOL à Bangassou, Obo et Birao. Ce vaste territoire est marqué par une importante activité des groupes armés qui rendent éprouvantes les conditions de travail de nos policiers, qu'ils soient IPO ou de FPU. Malgré un environnement sécuritaire difficile, UNPOL remplit sa mission avec sérieux et détermination au profit des populations civiles qui souffrent tant des activités criminelles de certains. Au-delà de la protection des camps de déplacés, l'arrestation récente de plusieurs criminels notoires du côté de Bria a mis en avant tout l'intérêt du déploiement de policiers des Nations-Unies. Ce difficile labeur est également conduit dans les deux autres secteurs Ouest et Centre où nos UNPOL font également face à des contextes précaires.

Bonne lecture ! »

L'éclairage du mois : LA POLICE DE LA MINUSCA DANS L'ARRIERE PAYS CENTRAFRICAIN : LE SECTEUR EST

Pour faciliter la mise en œuvre de son mandat, tel que prescrit dans la Résolution 2149 du 10 avril 2014 du Conseil de Sécurité, la Police de la MINUSCA a subdivisé le territoire centrafricain en trois grands secteurs, hormis la capitale Bangui qui bénéficie d'un statut particulier. Ces trois secteurs sont répartis comme suit : le secteur OUEST avec pour chef-lieu Bouar, le secteur CENTRE avec pour chef-lieu Kaga-Bandoro et le secteur EST avec pour chef-lieu Bria. Les secteurs sont dirigés par un Commandant de secteur, sous la supervision du coordonnateur des secteurs et sous le commandement du chef des opérations UNPOL. Pour ce mois d'avril 2018, "ECHOS de la Police" est allée à la découverte du secteur EST.

Un territoire vaste avec des défis socio-économiques énormes

Le Secteur EST couvre une superficie de 267.464 Km², soit 40,9% du territoire national, avec une population estimée à 613.332 habitants répartis en 4 préfectures : Haute Kotto (Bria), Haut Mbomou (Obo), Mbomou (Bangassou), Vakaga (Birao). Les principales activités économiques de la zone se focalisent autour de l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation diamantaire mise sous embargo actuellement.

Le secteur Est souffre d'un manque d'industries et d'infrastructures de base, telles que les routes, les hôpitaux, les écoles, le réseau électrique et l'alimentation en eau potable.

Une situation sécuritaire marquée par une forte présence d'individus armés

La situation sécuritaire dans le secteur EST, est marquée par des flux d'individus armés en provenance du Soudan du Sud et du Tchad, et des clashes entre diverses factions antibalakas et ex-selekas, très actifs dans les villes et villages. La région, très propice aux trafics des richesses naturelles, est l'épicentre des convoitises des groupes armés, suscitant conflits d'intérêts et trafics d'influences. L'absence de l'autorité de l'Etat ou une autorité relative favorise la recrudescence des actes criminels lourds et le développement d'un sentiment d'impunité.

Par exemple, à Bria, les derniers affrontements entre les factions "FPRC" (Goula et Rounga) ont entraîné de lourdes pertes en vies humaines et le déplacement massif des populations vers les camps de déplacés internes. Une brigade dite mixte a été créée par ces factions qui se livrent à des enlèvements et séquestrations, perçoivent de taxes sur les axes et extorquent les commerçants.

Dans la ville de Mboki, c'est la présence d'un groupe de Peulhs armés occupant la brigade de gendarmerie et la base FACA qui inquiète vivement les populations civiles.

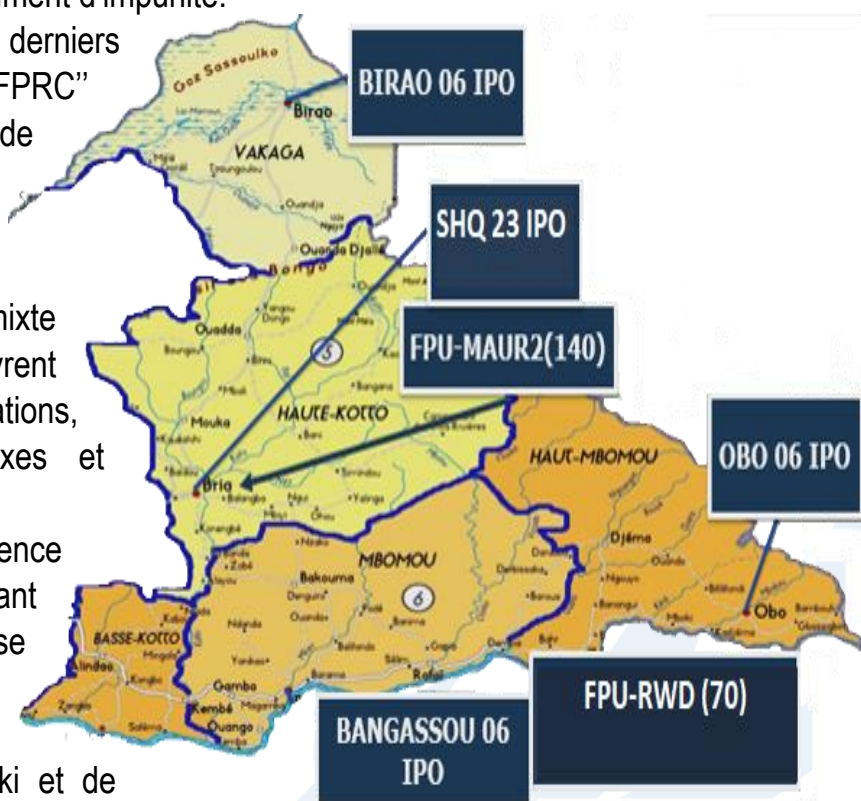
Dans les environs d'Obo, de Mboki et de Zémio, c'est le groupe armé de la LRA qui sévit par des attaques contre les populations civiles et le pillage de leurs biens.

Le Front Patriotique pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) sont les groupes les plus actifs à BIRAO. Malgré la présence du Sous-préfet, l'autorité de l'Etat n'est pas pour autant garantie, due au manque des services étatiques et des infrastructures de base.

Une organisation adaptée pour répondre aux nombreux défis sécuritaires

Suivant le découpage fait par UNPOL, le secteur EST compte 4 postes, BANGASSOU, OBO, BIRAO et BRIA. Le secteur totalise 34 IPOs, dont 13 à Bria, et 6 à Bangassou, Biraou et Obo.

Une unité de police constituée est implantée à Bria, notamment la FPU Mauritanie forte de 140 hommes. Aussi, deux demies unités sont basées dans la ville de Bangassou ; la FPU Rwandaise forte de 74 éléments et la FPU Congo-Brazza qui compte 54 éléments.



Des missions spécifiques pour la création d'un environnement plus sécurisé

En raison des affrontements intercommunautaires et des nombreuses exactions commises par les groupes armés dans plusieurs villes du secteur, des milliers de civils ont fui maisons et villages pour se réfugier dans des camps de fortune. La priorité de la Police de la MINUSCA dans le secteur EST, reste donc la protection des civils, en particulier ceux des camps de déplacés qui sont particulièrement vulnérables.



Elle a également comme priorité, la lutte contre l'impunité, l'appui au renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure, le développement d'une police de proximité, la promotion des Droits de l'Homme et de la perspective Genre. En plus de ces priorités, elle assure les missions de protection du personnel et des installations des Nations Unies, d'appui et de protection aux humanitaires ainsi que les escortes et diverses missions conjointes avec les autres sections de la MINUSCA.

ACTIVITES DU SECTEUR EST

Tenant compte des priorités de son secteur, le Commandant UNPOL, le Capitaine Jean Marc BARATTOLO et ses équipes à Bria, Obo, Bangassou et Birao ont développé une stratégie d'action visant le renforcement de la confiance de la population locale et des autorités locales envers la MINUSCA au travers d'une approche communautaire orientée vers les besoins des populations (favorisant ainsi la collecte d'informations).



Dans les camps de déplacés, les patrouilles dissuasives de sécurité publique ont été renforcées. Elles sont désormais orientées en fonction de l'analyse de la criminalité, et peuvent donc conduire à des interventions en cas de crime ou de délit flagrant. L'idée étant d'adopter une posture robuste et proactive, avec une capacité d'action immédiate. Ces actions peuvent être menées en coordination avec la composante militaire, en fonction de la typologie de l'intervention et du niveau de risque.



Sur le terrain, les équipes procèdent à une documentation systématique permettant l'ouverture d'enquêtes et la constitution d'une base de données des criminels identifiés. Il est en effet plus aisé, à partir de ces données, d'exécuter les mandats d'arrêt délivrés par les autorités judiciaires nationales.



D'une façon générale, la priorité est accordée aux populations vivant dans les camps, à qui assistance et soutien immédiat est accordée en cas de menace imminente, en coordination avec les autres sections de la MINUSCA.

Une véritable politique de "tolérance zéro" a également été adoptée par UNPOL secteur EST concernant la fabrication, la détention, la revente et le trafic d'armes à feu artisanales. Le but étant de renforcer la sécurité dans les camps de déplacés. A Bria par exemple, le point de contrôle FPU à l'entrée du camp de déplacés PK3 a été réactivé pour prévenir toute activité criminelle, contrôler les éventuels mouvements des criminels et empêcher le trafic d'armes.

Créer l'insécurité au sein des groupes criminels

Tel que réarticulé, le dispositif mis en place par le Capitaine BARATTOLO et ses hommes, a permis d'obtenir des réalisations majeures dans tout le secteur EST, en particulier dans le domaine de la lutte contre le trafic d'armes et l'interpellation d'auteurs d'actes criminels. L'objectif selon le Capitaine BARATTOLO étant de "créer l'insécurité au sein des groupes criminels".

Ainsi par exemple, le 08 février 2018 à Bria, deux personnes kidnappées et séquestrées illégalement par un groupe armé ont été libérées dans le cadre d'une opération conjointe UNPOL / FORCE.

Un membre affilié à ce groupe a été interpellé et transféré à Bangui où il a été remis aux autorités centrafricaines.

Un autre criminel de haut niveau, Hervé WASSIMA a été interpellé le 16 février 2018, en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités judiciaires centrafricaines, suite à de nombreux actes criminels et violations sévères des Droits de l'Homme. Cet individu est présumé être impliqué dans l'attaque mortelle des casques bleus de la FPU Mauritanie de Bria, le 04 décembre 2018. Il a été transféré à Bangui pour être présenté aux autorités judiciaires.

Dans le mois de mars 2018, c'est un leader de groupe armé, Jean-Francis DIANDI alias Ramazani qui est interpellé et transféré le même jour à Bangui en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités judiciaires nationales. Il est aussi présumé être impliqué dans plusieurs crimes et violations

graves des Droits de l'Homme, ainsi que dans l'attaque mortelle contre les casques bleus de la FPU Mauritanie-2 de Bria occasionnant la mort de l'un d'eux.

Un peu plus tôt en février 2018, un individu affilié à un autre groupe armé a été interpellé par UNPOL Bria, en possession d'une arme de guerre de type AK-47.

En plus de ces interpellations, plusieurs opérations de perquisitions et de fouilles ont été conduites. Ainsi en février 2018, lors d'une

opération de perquisition visant à préserver le caractère humanitaire du camp de déplacés PK3 de Bria, plusieurs armes longues de fabrication artisanale ont été confisquées. Le forgeron fabricant a été interpellé et plusieurs armes ainsi que des éléments d'armes ont été saisis.



En mars 2018, une fabrique illégale d'armes à feu et de munitions artisanales a été démantelée au quartier "Amameu", de Bria. Deux forgerons trafiquants dont le travail consistait en la fabrication et la réparation d'armes longues au profit des groupes armés ont été interpellés et transférés à Bangui pour poursuites pénales. Quelques jours plus tard, quatre IPO procèdent au démantèlement en flagrant délit d'une autre fabrique illégale d'armes à feu dans le camp de déplacés de PK-3. Un individu présumé, impliqué dans la fabrication de ces armes a été interpellé au cours de l'opération.

L'objectif de ces opérations, selon le Capitaine BARATTOLO étant de "créer l'insécurité au sein de ces groupes criminels".

Ainsi par exemple, le 08 février 2018, deux personnes kidnappées et séquestrées illégalement par un groupe armé ont été libérées dans le cadre d'une opération conjointe UNPOL / FORCE. Un membre affilié à ce groupe est interpellé et transféré à Bangui où il est remis aux autorités centrafricaines.

Un autre criminel de haut niveau, Hervé WASSIMA a été interpellé le 16 février 2018, en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités judiciaires centrafricaines, suite à de nombreux actes criminels et violations sévères des Droits de l'Homme. Cet individu est présumé être impliqué dans l'attaque mortelle des casques bleus de la FPU Mauritanie de Bria, le 04 décembre 2018, occasionnant la mort de l'un d'eux. Il a été transféré à Bangui pour être présenté aux autorités judiciaires.

Dans le mois de mars 2018, c'est un leader de groupe armé, Jean-Francis DIANDI alias Ramazani qui est interpellé et transféré le même jour à Bangui en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités judiciaires nationales pour son implication dans plusieurs crimes et violations graves des Droits de l'Homme, ainsi que dans l'attaque mortelle contre les casques bleus de la FPU Mauritanie-2 de Bria. Un peu plus tôt en février 2018, un individu affilié à un autre groupe armé est interpellé à Bria, en possession d'une arme de guerre de type AK-47. Par ailleurs, à Bangassou comme dans les autres villes du secteur, UNPOL appuie activement le processus DDR qui contribue fortement à l'émergence d'un environnement plus sécurisé.



DE GROS DEFIS A RELEVER DANS LE SECTEUR EST

En dépit de la posture vigoureuse de la Police de la MINUSCA pour faire face à la criminalité dans la plupart des villes du secteur EST, de nombreux défis restent à relever notamment le renforcement des capacités des FSI présentes dans certaines villes, ainsi que la mise en fonction effective de l'ensemble

des commissariats de police et brigades de gendarmerie du secteur. Cela est particulièrement indispensable pour accompagner la restauration de l'autorité de l'Etat centrafricain. Dans l'immédiat, le défi majeur est de lutter contre le sentiment d'impunité par l'exécution des décisions de justice et la mise à disposition des criminels aux autorités nationales pour des poursuites pénales. Il faudra également réussir à déloger les groupes armés des camps de déplacés, afin de permettre à terme, aux populations de ces camps de pouvoir regagner leurs domiciles et permettre la libre circulation, en supprimant les check point montés par les groupes armés sur les axes routiers. Au quotidien, l'accent est mis sur la promotion des Droits de l'Homme, la lutte contre les violences basées sur le genre et les exactions contre les personnes vulnérables en particulier les femmes et les enfants.

Sous les projecteurs : LA COORDINATION DES SECTEURS

Dans son organisation, UNPOL a prévu pour plus d'efficacité, la mise en place d'une structure en charge de la supervision et du contrôle des activités dans les trois secteurs. Il s'agit de la cellule de coordination des secteurs basée au quartier général UNPOL de Bangui. La cellule est animée par 03 IPO : le coordonnateur des secteurs, son adjoint et 01 IPO chargé du reporting.

La cellule a en charge les 14 unités UNPOL, répartis en 3 secteurs et 11 postes, avec un effectif global de 111 IPO. Selon le coordonnateur des secteurs, le Commissaire Principal de Police Jean Bedel GUIGUI, la cellule est le lien entre les secteurs, les postes UNPOL et les FSI d'une part et d'autre part, la hiérarchie UNPOL, notamment le Chef du Pilier Opérations qui



est aussi le superviseur immédiat de la cellule de coordination des secteurs. La cellule analyse et synthétise tous les rapports (synthèses journalières, rapports d'incidents, notes d'information, etc.), produits par les commandants de secteurs et chefs de postes pour rendre compte au Chef du Pilier Opérations. Environ 180 bulletins de renseignement quotidiens d'octobre 2017 à mars 2018 ont été produits par la cellule qui est par ailleurs impliquée dans la gestion des opérations effectuées par les secteurs (manœuvres planifiées, procédures judiciaires importantes, gestion des manifestations, etc.), ainsi que du suivi des projets de renforcement de capacités des FSI (les formations et les projets à impact rapide de réhabilitation et d'équipement).

La Coordination des secteurs a aussi mis en place une base de données et une cartographie sécuritaire avec des données statistiques permettant d'avoir une vue d'ensemble de l'action d'UNPOL dans les secteurs. Comme exemple, au cours des six derniers mois la coordination a enregistré et compilé pour

l'ensemble des 3 secteurs, 4680 patrouilles de sécurisation, 2880 activités de police communautaire, 168 missions conjointes de terrain effectuées avec les autres sections de la MINUSCA ; 103 procédures judiciaires réalisées dans le cadre des mesures temporaires d'urgence à Kaga-Bandoro, Bria, Bangassou et Ndélé ; 1325 procédures judiciaires réalisées dans le cadre de la colocation auprès des commissariats et brigades. A cela, il faut ajouter plusieurs opérations d'arrestations d'éléments de groupes armés dont des leaders, réussies par les secteurs.

COINS ACTUALITES

28 avril : Fin de la formation commune de base (FCB) pour les 500 recrues.

La formation s'est déroulée dans les écoles de police et de gendarmerie de Bangui. Les recrues ont ensuite entamé leur formation technico-professionnelle le 1^{er} mai 2018.



28 avril : UNPOL Sensibilise sur les VSBG au Lycée Barthélemy Boganda

UNPOL a conduit le samedi 28 avril 2018 une importante activité de sensibilisation avec l'appui de la section Sensibilisation Communautaire de la MINUSCA, sur les violences sexuelles basées sur le Genre ainsi que sur le mandat d'UNPOL, au lycée Barthélemy Boganda. Les points focaux "Protection de l'Enfance" et UMIRR ainsi qu'une gendarme centrafricaine de cette unité, ont conduit cette sensibilisation de façon interactive en français et en sango, ce qui a suscité un vif intérêt de la part des jeunes qui sont venus nombreux. Environ 3000 jeunes filles et garçons ont en effet participé à cette activité. Le proviseur du Lycée Boganda, les professeurs et tous les autres personnels administratifs étaient présents.



9 au 11 avril : le Pilier Développement UNPOL forme les hauts cadres des forces de sécurité intérieure sur la RSS.
La formation s'est déroulée à l'ENAM de Bangui au profit de 19 policiers et gendarmes dont 8 femmes.



9 avril : Importante réunion sur le Plan de Redimensionnement et de Redéploiement des FSI. Initiée par le Chef de la Composante Police, cette réunion a permis aux responsables des FSI et aux partenaires techniques et financiers de discuter des difficultés rencontrées par les FSI dans la mise en œuvre de ce plan.

6 avril : Le Chef de la Composante Police, a tenu une rencontre avec le personnel UNPOL sur Rapport CRUZ

Le contenu du rapport a été expliqué au personnel par le Général Roland ZAMORA était accompagné pour la circonstance du leadership UNPOL



Concours de la meilleure photo du mois : Chers collègues,

Nous vous invitons à nous envoyer des photos qui illustrent la contribution d'UNPOL dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA. La meilleure photo sera publiée dans l'édition suivante.

Date limite : avant le 20 de chaque mois.

Avril : Revivez en images les cérémonies de remise de la médaille des Nations Unies aux casques bleus de 4 contingents de la Police de la MINUSCA

4 avril : 140 éléments de la FPU et 140 de la PSU ainsi que 13 IPO du Sénégal



25 avril : 140 éléments de la FPU et 03 IPO de l'Égypte // **27 avril** : 18 IPO du Togo dont 01 femme



26 avril : 11 IPO du Mali dont 01 femme.